

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy d'Anjou

Saint-Barthélemy d'Anjou, le 03 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PASSENAUD RECYCLAGE

ZI des Touches
Rue Jean-Baptiste Lafosse
53000 Laval

Références : EC-2024-401-INSP-PASSENAUD RECYCLAGE-Laval-RAP
Code AIOT : 0006304620

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2024 dans l'établissement PASSENAUD RECYCLAGE implanté ZI des Touches 41 rue Jean-Baptiste Lafosse 53000 Laval. L'inspection a été annoncée le 01/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PASSENAUD RECYCLAGE
- ZI des Touches 41 rue Jean-Baptiste Lafosse 53000 Laval
- Code AIOT : 0006304620
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
3	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Rétention	Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 7.4.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L.181-14	Sans objet
4	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite d'inspection du 04/10/24, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant devait renforcer la maîtrise du risque incendie sur son site en mettant en oeuvre les actions suivantes:

- compléter et actualiser le plan de défense incendie,
- solliciter l'avis du SDIS sur la capacité des moyens de lutte incendie,
- maîtriser la végétation périphérique de la zone de stockage du bois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L.181-14
Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour de la situation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais</p>

aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

Constats :

L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance le 21 décembre 2021 relatif à la mise à jour de la situation administrative de son site de Laval.

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'instruction ce dossier et permet d'identifier les modifications intervenues sur le site à savoir:

- l'installation d'un nouveau dispositif de traitement des eaux pluviales collectées sur les surfaces imperméabilisées de l'établissement. Cet aménagement conduit à modifier le périmètre de l'ICPE.
- l'actualisation des plans et de l'aménagement du site,
- l'actualisation des rubriques ICPE.

L'exploitant identifie des changements de régime pour les rubriques suivantes qui sont désormais soumises au régime de l'Enregistrement :

- n°2712 (Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage) rubrique modifiée par les décrets n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 et n° 2018-458 du 6 juin 2018,
- n° 2713 (Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux) rubrique modifiée par le décret n° 2018-458 du 6 juin 2018).

De plus, l'exploitant sollicite le classement au titre des rubriques 2710.1b (collecte de batteries apportées par le producteur initial) et 2710-2a (collecte de métaux apportés par le producteur initial), modifiées par les décrets 2012-384 du 20 mars 2012 et n° 2018-458 du 6 juin 2018.

Il s'agit d'une activité historique qui figure dans la demande de bénéfice d'antériorité du 9 décembre 2013.

La mise à jour de la situation administrative du site nécessite de rédiger un nouvel arrêté préfectoral d'exploitation. Un projet d'arrêté a été transmis à l'exploitant pour avis avant la visite d'inspection.

Lors de la visite l'exploitant a émis des remarques sur le projet d'arrêté, dont les principales sont reprises ci-dessous :

Concernant les rejets aqueux, l'exploitant demande à substituer le suivi du couple DCO/DBO5 par le paramètre COT pour s'aligner sur les exigences des MTD du BREF WT. Pour le suivi des cyanures, l'exploitant demande à s'aligner sur la VLE de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 à savoir un rejet < 0,2 mg/l pour l'indice cyanures totaux. Pour le paramètre AOX, l'exploitant demande une VLE de 5 mg/l.

Concernant les rubriques ICPE non classées, l'exploitant souhaite qu'elles figurent dans l'arrêté préfectoral.

Concernant le positionnement IED au titre de la rubrique 3550 (stockage temporaire de déchets dangereux > 50 tonnes/jour), l'inspection des installations classées fait remarquer que si on tient compte des quantités déclarées par l'exploitant dans la rubrique 2718-1 (55, 5 tonnes), l'installation est classée IED.

L'exploitant précise les quantités maximales susceptibles d'être présentes sur le site au titre de la rubrique 2718-1 :

- 15 tonnes de boues hydroxydes,

- 28 tonnes de batteries (particuliers + VHU),
- 12,5 tonnes de déchets dangereux autres : huiles usagées, acides, bases solvants, boues de peinture, piles et accumulateurs, aérosols, peinture, colle, vernis, mastics, chiffons absorbants et emballages souillés.

L'exploitant indique que les boues hydroxydes n'ont pas vocation à transiter sur le site sauf cas exceptionnels.

L'inspection des installations classées précise que ces cas exceptionnels sont susceptibles de faire basculer l'exploitation en classement IED.

Concernant la rubrique IED 3510 (opération de regroupement), l'exploitant indique qu'elle concerne les emballages et chiffons souillés, aérosols, peintures, solvants, ...

Ces déchets sont stockés dans 4 bennes de 30 m³ et un enlèvement est organisé quand la quantité stockée atteint 5 tonnes.

L'inspection des installations classées indique à l'exploitant que les déchets d'équipement électrique et électronique (D3E) devraient être comptabilisés dans les déchets dangereux.

L'exploitant précise que tous les D3E ne sont pas considérés comme des déchets dangereux.

Lors de la visite, l'exploitant a formulé une nouvelle demande de modification liée à l'agrément VHU à savoir élargir la zone de collecte des VHU au-delà de la région Pays de la Loire dans un rayon de 250 km et augmenter le flux annuel de VHU de 500 à 1500.

Post-visite, l'inspection des installations classées apporte les réponses suivantes à l'exploitant :

- L'exploitant doit suivre les paramètres DBO₅ et DCO conformément à l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Le COT ne peut se substituer au suivi de ces deux paramètres ;
- La VLE de l'indice cyanures totaux sera fixée à < 0,2 mg/l (code SANDRE 1390) ;
- La VLE de l'AOX sera fixée à 1 mg/l conformément à l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 (rubrique 2713-1 – régime de l'enregistrement) ;
- Les rubriques non classées ne seront pas reprises dans l'arrêté préfectoral comme pour le site de Champagné (72) ;
- En ce qui concerne les D3E, le guide déchet de 2022 précise que la rubrique 2711 relative à l'activité transit de D3E ne tient pas compte du caractère dangereux des déchets. Toutefois, certains D3E peuvent être comptabilisés en déchets dangereux, notamment si les déchets sont mélangés, au titre des rubriques 3550 et 2710 si apport volontaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de:

- formaliser une demande de modification liée à son activité de dépollution de VHU pour finaliser la rédaction du nouvel arrêté préfectoral d'exploitation.

L'exploitant devra identifier l'impact sur l'aire dédiée à la dépollution et sur la quantité de déchets dangereux en transit sur son site résultant de la modification de l'activité VHU.

- mettre à jour les quantités de déchets déclarés au titre des rubriques 2718, 2710, 3510 et 3550.

Les chiffres déclarés doivent être cohérents avec la colonne « volume maximal susceptible d'être présent sur le site » de tableau de l'article 7.10.1 du projet d'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

L'exploitant nous indique avoir réalisé un plan de défense contre l'incendie. Il nous présente le classeur où sont compilées les fiches composant le plan.

Post-visite, l'exploitant nous transmet par mail du 15 novembre 2024 le plan de défense contre l'incendie composé des fiches suivantes :

- les personnes à contacter en externe et en interne,
- les consignes écrites en cas d'incendie, d'accident et de pollution accidentelle,
- un plan d'intervention du site.

L'inspection des installations constate que le plan de défense incendie est incomplet et qu'il ne permet pas d'identifier les informations importantes liées à la sécurité du site:

- le plan n'identifie pas toutes les substances et mélanges inflammables et comburants ainsi que les dangers associés: cuve carburants, bois, bouteilles d'O2 et de propane, etc...
- le plan n'identifie pas tous les équipements d'urgence et leur localisation: extincteurs, murs coupe-feu, détection incendie, désenfumage, kit anti-pollution, etc..
- le plan d'intervention ne met pas en avant les organes de sécurité.

Les informations relatives à la mise à disposition des fiches de données de sécurité et des stocks doivent être précisées. En outre, les consignes écrites gagneraient à être transcrites en schémas d'alerte plus opérationnels.

Lors de la visite d'inspection, le site est en cours de travaux dans le cadre de la construction d'un nouveau bâtiment administratif. Pendant cette phase travaux, l'exploitant a transféré la zone dédiée à la dépollution de VHU (parking et station mobile) à hauteur du hangar DID.

Cette nouvelle configuration provisoire n'est pas reprise dans le plan de défense incendie.

Nous avons constaté que le panneau identifiant le point de rassemblement était absent en entrée du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de compléter et mettre à jour les documents de son plan de défense incendie, en identifiant les informations importantes liées à la sécurité du site.

L'exploitant devra poser le panneau identifiant le point de rassemblement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 9 ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau

public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

L'exploitant dispose d'une borne incendie en entrée de son site pour la défense incendie.

Post-visite, l'exploitant a communiqué par mail du 15 novembre 2024 le rapport de contrôle de la borne qui a eu lieu le 21/07/2021.

Le rapport conclut que l'hydrant a un débit inférieur à 120 m³/h à une pression de 1 bar.

L'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2010 précise que l'établissement doit disposer de deux poteaux incendie, dont un est situé à moins de 100 mètres, permettant de délivrer au minimum 120 m³/h en instantané.

Le rapport de contrôle de l'hydrant réalisé le 21/07/21 ne permet pas de conclure que la défense incendie est conforme aux prescriptions définies dans l'arrêté préfectoral d'exploitation.

Nous constatons la présence d'extincteurs répartis comme il suit sur le site:

- 1 en entrée de site au niveau de la bascule détail,
- 2 à l'entrée du local de la cuve de carburants,
- 2 dans le bâtiment de stockage des métaux divers,
- 2 dans le hangar de stockage DID et Batteries,
- 2 dans l'algeco faisant office de bureau provisoire.

Une étiquette de maintenance indique qu'un des deux extincteurs de l'algeco a été contrôlé en avril 2024.

Nous constatons qu'une même date d'installation est apposée sur les autres extincteurs: 10/2024.

Nous faisons remarquer à l'exploitant que certains extincteurs ne sont pas fixés conformément à la réglementation en vigueur.

Nous constatons la présence d'un bac de sable devant le local de stockage de la cuve carburants.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de solliciter le SDIS 53 sur la conformité de sa défense incendie. (pas d'obligation)</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant propose des mesures alternatives permettant de garantir les moyens de défense contre l'incendie</p> <p>En outre, l'exploitant doit procéder à la fixation des extincteurs sur des surfaces visibles et accessibles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, moyens d'alerte
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p><u>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</u></p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>

Constats :

L'exploitant nous indique avoir réalisé un exercice incendie sur l'année 2024.

A notre demande l'exploitant nous fait parvenir post-visite par mail du 15 novembre 2024, le rapport de l'exercice de mise en situation.

Le rapport indique que l'exercice s'est tenu le 29 mai 2024 avec une mise en situation simulant un départ de feu dans la zone de stockage du platin.

L'exercice a conduit les employés du site à déployer les tuyaux de raccordement depuis la borne incendie jusqu'au tas de platin, mettre en eau et manipuler la lance incendie.

Le rapport précise que le classeur des consignes a été présenté aux salariés et aux chauffeurs présents le jour de l'exercice.

Le rapport conclut à la nécessité de créer un local de stockage spécifique pour le matériel incendie sur le parking à l'entrée du site et à reconduire l'exercice tous les ans pour renforcer la réactivité des équipes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2010, article 7.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, rétention des liquides

Prescription contrôlée :

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Constats :

Lors de la visite, nous avons inspecté le local de stockage de la cuve de carburants situé en entrée de site.

Ce local abrite une cuve de 30 m³ à double compartiments pour le fioul et le gasoil.

La cuve est logée dans une fosse béton qui fait office de cuve de rétention.

Le volume de la fosse de rétention nous semble correctement dimensionné.

Dans le hangar de stockage des batteries et des déchets dangereux, nous constatons le stockage de liquides issus de la dépollution de VHU en fûts ou cuves GRV:

- 2 cuves GRV marquées AD BLUE sur rétention,
- 1 cuve avec parois "double peau" identifiée comme contenant de l'huile de vidange issue de la dépollution des VHU,
- 4 fûts posés à l'horizontal au-dessus d'un dispositif de rétention.
- 1 cuve GRV avec une étiquette "huiles hydrauliques"

Nous constatons que le robinet de la cuve GRV "huiles hydrauliques" est susceptible de générer, de par sa position, des écoulements en dehors de la cuve de rétention.

L'exploitant est équipé d'une unité mobile de dépollution des VHU sur rétention avec un système de récupération des fluides, huiles et carburants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place une rétention adaptée sous le robinet de la cuve GRV "huiles hydrauliques" et de s'assurer de l'étanchéité de la fosse de la cuve à carburants (fioul domestique/gasoil).

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 1 mois